The diversity of the essays by which the contributors to *The Commonwealth of Books* honour Willison responds to this erudition: as the summary on the dustjacket puts it, they “reflect the breadth of his interests and the scope of his curiosity.” This is, to return to the point with which this review began, a coded admission that the volume is a miscellany rather than a strongly unified collection: a book of the sort which one is glad to borrow from an institutional library rather than of the sort which one buys and reads from end to end. But of its kind, it is attractive and successful, bringing together the work of distinguished contributors who, in their very different ways, have much to offer a wide range of readers.

JOHN CONSIDINE
University of Alberta

Jean-Yves Mollier. *Édition, presse et pouvoir en France au XX^e siècle*. Paris: Fayard, 2008. 493 p.; 44,95 \$. ISBN: 978-2-213-63821-8

Les chercheurs en lettres ou en histoire des idées, ainsi que les bibliophiles, ont longtemps eu tendance à observer l'histoire de l'édition sous l'angle des livres qui sont publiés. On s'intéresse aux « produits », en somme, mais à des produits dématérialisés. Qu'il s'agisse de Gallimard, Simon & Schuster ou Fides, ce sont principalement les idées, la prose, la biographie des écrivains de leur écurie qui captent l'attention et nourrit les réflexions savantes ou anecdotiques. Lorsqu'on observe le « producteur », c'est sa politique éditoriale, son positionnement idéologico-stylistique, les rapports avec ses auteurs qui seront scrutés. Tout ce qui précède, structure, finance, puis oriente et diffuse le produit, d'un point de vue matériel, stratégique, pécuniaire, logistique demeure flou. Ce détachement, chez les historiens du fait littéraire, tient à la fois d'une conception noble de la culture, d'un dédain de lettrés pour ces contingences, et, pourquoi le taire? d'une naïveté, sinon d'une incompetence pour tout ce qui se quantifie; tandis que, sur l'autre versant de la recherche, la taille plutôt modeste du secteur de l'édition par rapport aux conglomerats de l'industrie, de l'agriculture ou de la banque n'est pas propice à un intérêt soutenu des historiens des affaires.

Nul mieux que Jean-Yves Mollier, professeur à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, auteur d'une vingtaine de titres dont *L'argent et les lettres : histoire du capitalisme d'édition, 1880-1920*

(Fayard, 1988) et *Louis Hachette : le fondateur d'un empire* (Fayard, 1999), n'était habilité à reconstituer cette histoire pratique de l'édition française de 1918 à 1998. Les idéologies et les humeurs, les rivalités et connivences personnelles des éditeurs et auteurs n'y occupent pas l'avant-scène, sans être absentes; l'auteur estime avec raison qu'il serait tout aussi faux de considérer l'édition sous la stricte loupe des affaires et en taisant la subjectivité, voire l'irrationalité inhérentes au métier, qu'il est trompeur de l'analyser d'une manière immatérielle.

La constitution de quelques grands groupes d'édition est le leitmotiv de cette étude. Le groupe Hachette occupe la première place incontestée tout au long du siècle, grâce à des techniques maîtrisées dès l'époque du fondateur et perfectionnées sans cesse, sans errements majeurs ni éparpillement. La «pieuvre verte» règne par le livre, les siens et ceux des autres, car elle a conclu, depuis les années 1920, une cascade d'ententes de diffusion qui avantagent les autres éditeurs tout en les entravant, et elle règne par la distribution de l'imprimé en général grâce à un réseau rodé à la perfection et ne négligeant aucune commune du territoire. L'histoire d'Hachette est ponctuée de coups d'éclat calculés, comme le lancement du «Livre de poche», en 1953, par sa Librairie générale française. Présent sur trois continents, sixième groupe de communication dans le monde, le groupe Hachette demeure tout-puissant dans l'édition française avec ses filiales absorbées les unes après les autres : Calmann-Lévy, Deux Coqs d'or, Fasquelle, Fayard, Grasset, Hatier, Stock, Tallandier... Ce n'est que durant les années 1960 qu'un rival sérieux – mais demeuré à distance respectable – s'est constitué : les Presses de la Cité, devenues le Groupe de la Cité puis Editis, englobant les éditions du même nom ainsi qu'Amiot-Dumont, Bordas, Fleuve noir, Julliard, Laffont, Nathan, la Librairie académique Perrin, Plon et Le Robert, notamment.

Vers 1990, quatre maisons moyennes subsistaient entre ces deux géants et des centaines de très petits éditeurs. De ces quatre, seuls Albin Michel et Gallimard – propriétaire, ne l'oublions pas, de Denoël, des éditions de La Table ronde et du Mercure de France – conservent aujourd'hui leur indépendance, Flammarion ayant été achetée en 2000 par le groupe italien Rizzoli–*Corriere della serra*, tandis que le Seuil a été acquis en 2004 par La Martinière.

Du triptyque édition-presse-pouvoir, c'est la presse qui est le parent pauvre du livre. On fait bien mention à plusieurs reprises des quotidiens et hebdomadaires liés aux grands groupes d'édition, mais leur traitement s'avère insuffisant, eu égard au luxe de détails

dont l'édition proprement dite est gratifiée. Il aurait fallu fournir un meilleur éclairage, soit en développant un ouvrage déjà touffu, soit en réduisant la part proportionnelle dévouée à l'édition qui jouit manifestement de la faveur et de l'expertise de l'auteur.

Le pouvoir, en revanche, est imbriqué tout au long du récit. Pouvoir économique-financier, d'abord. Même s'il nous faut avouer que la description précise des fusions, cessions, acquisitions, émissions ou consolidations d'actions, montages, partenariats et autres transferts d'héritage en chassé-croisé donne parfois le tournis, malgré la plume alerte et élégante de l'auteur – qui aurait dû insérer quelques graphiques et organigrammes en guise de repères visuels –, personne ne reprochera à ce livre de ne pas avancer sur du terrain qu'il a impeccablement balisé. Pouvoir politique ensuite, dont les interventions sporadiques pèsent lourd. Retenons à cet égard la genèse des « listes Otto » énumérant les écrivains et d'œuvres que les éditeurs français, à la suite de la victoire de l'Allemagne en 1940, doivent bannir de leur catalogue pour cause de judéité, de communisme ou d'immoralisme: l'auteur dévoile l'empressement de la vaste majorité des officines éditoriales à participer à la constitution de ces listes. En réalité, presque tous les éditeurs ont cherché et obtenu des accommodements, raisonnables ou non, avec l'occupant, ce qui a empêché, la Libération venue, une épuration réelle de ce secteur. Le pouvoir politique est aussi présent durant les années 1960, alors que le groupe Hachette, qui craint des privations de privilèges, arrose généreusement une pléiade de responsables politiques, de gauche (François Mitterrand, par exemple) à droite, en « frais d'études publicitaires » fictives mais aux émoluments bien réels, comme le révèle le professeur Mollier, preuves bétonnées à l'appui.

Conséquence inévitable d'une étude qui embrasse tout le monde de l'édition et court sur près d'un siècle, certains jugements susciteront des réserves, d'autant plus que leur auteur ne manie ni le jargon relativiste ni la langue de bois. Si tel montage financier, tel enrichissement rapide, tel retournement de veste lui paraît suspect ou immoral – et le *business* de l'édition française a compté sa pleine part d'opérations louches –, il le dit sans détour.

L'œuvre dispose cependant de deux forts atouts dans son jeu: son indépendance et son érudition. Les premières pages d'*Édition, presse et pouvoir en France au XX^e siècle* précisent que l'auteur, lié au monde du livre depuis trente ans par ses recherches, son enseignement, mais aussi ses fréquentations et ses goûts propres, a toujours refusé toute affiliation, même bénévole, avec un éditeur afin de conserver

sa distance critique et personnelle. Cette autonomie semble aller de soi pour un chercheur, mais il faut la louer ici parce qu'elle n'est pas partagée par tous les membres du milieu germanopratin, au sens propre ou au sens large. Témoin l'histoire récemment publiée des éditions du Seuil et une autre de la *Nouvelle revue française*, chacune publiée à l'enseigne des maisons étudiées et par des auteurs qui y sont employés; sans mettre en doute leur probité, comment raisonnablement croire en une absence de supervision ou d'influence?

La documentation de l'ouvrage constitue sa deuxième force. Les sources puisées dans les archives, une volumineuse littérature secondaire, des entrevues, la presse, les thèses de ses étudiants, lui procurent un blindage d'érudition qui le rendra, non certes invulnérable, mais extrêmement résistant aux critiques qui ne se muniront pas d'abondantes contre-preuves documentaires pour tenter un assaut contre ce livre appelé à devenir une référence.

XAVIER GÉLINAS

Musée canadien des civilisations